

Annexe 1 au CCAP – Clauses RGPD

Pour les besoins des présentes, les Parties conviennent que les notions de données à caractère personnel (ci-après « Données »), responsable de traitement (ci-après, « Responsable de traitement »), sous-traitant du traitement (ci-après, « Sous-traitant »), destinataire des Données (ci-après, « Destinataire »), sont définies conformément au Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 du 27 avril 2016 et que le terme « Règlementation » désigne l'ensemble des textes applicables en matière de gestion et de protection des Données notamment le Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 du 27 avril 2016 et la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, notamment par la Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique et par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la Protection des données personnelles. Il est rappelé que les échanges de Données qui peuvent avoir lieu à l'occasion de l'exécution du Contrat sont réalisés dans le cadre et le respect des dispositions des articles L1251-1 et suivants du Code du Travail qui déterminent les conditions et modalités de recours à des travailleurs temporaires par une Entreprise Utilisatrice auprès d'une Entreprise de Travail Temporaire.

Ce document ne s'applique qu'aux activités de travail temporaire et pas aux activités de recrutement.

Article 1 – Traitement des Données des Salariés Intérimaires

1.1 Traitement et transmission des Données strictement nécessaires à l'exécution du Contrat

Le Prestataire, Entreprise de Travail Temporaire et en tant qu'employeur, est Responsable de traitement des Données à caractère personnel portant sur les candidats et les Salariés Intérimaires (ci-après, « Données Intérimaires ») qu'il met en œuvre et qui sont sous son contrôle.

Dans le cadre de la fourniture des services, les Parties conviennent que le Prestataire s'engage à communiquer au Client (Entreprise Utilisatrice), en tant que Destinataire, uniquement les Données Intérimaires strictement nécessaires à l'exécution du Contrat et des Contrats de Mise à Disposition, soit les informations figurant sur les Contrats de Mise à Disposition, y compris les informations nécessaires à l'exécution du Contrat répondant à des besoins spécifiques, sous réserve de la conformité de la demande à la Règlementation et du droit applicable et de la fourniture par le Client au Prestataire de la justification par écrit d'un motif légitime au sens de l'article 7 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 20 juin 2018, telle que : Données Intérimaires permettant de justifier de l'autorisation d'un candidat ou d'un Salarié Intérimaire à être affecté au poste chez le Client compte tenu de la nature spécifique de l'activité du Client et des règles auxquelles il est soumis (habilitations, certifications, etc..), et celles dont la transmission est rendue obligatoire par le droit applicable dans le cadre de l'exécution d'une mission de travail temporaire.

Les Données Intérimaires communiquées au Client sont destinées à une utilisation professionnelle conforme à leur utilisation normale dans le cadre du suivi de l'activité, du suivi professionnel, du suivi administratif et de la gestion des salariés intérimaires détachés chez le Client.

Le Client s'engage à assurer le traitement, la sécurité et la confidentialité des Données Intérimaires de manière équivalente à celle qu'il accorde à ses propres Données de nature similaire.

1.2 Traitement des données des employés du Client remplacés

Conformément aux articles L1251-16 et L1251-43 du Code du travail, des informations relatives aux employés du Client remplacés par les Salariés Intérimaires du Prestataire pourront être communiquées à ce dernier (nom, prénom, qualification, raison de l'absence).

Le Prestataire, en tant que Destinataire, traitera ces Données qu'aux seules fins du respect des obligations légales et de l'exécution du Contrat et des Contrats de Mise à Disposition.

1.3 Traitement des Données Intérimaires par le Client

Le Client est susceptible de traiter des Données Intérimaires dans le cadre de l'exécution des Contrats de Mise à Disposition, notamment aux fins d'assurer l'accès des Salariés Intérimaires à son système d'information et à ses locaux, à ses outils de production, la production, au suivi du temps passé, sans que cette liste ne soit exhaustive.

Le Client est seul Responsable de ces traitements de Données, et s'engage particulièrement à en informer les Salariés Intérimaires conformément à la Règlementation.

Le Client s'engage à ne traiter les Données Intérimaires qu'aux seules fins d'exécuter le présent Contrat et les Contrats de Mise à Disposition.

Article 2 – Traitement des Données par les Salariés Intérimaires

Les Salariés Intérimaires doivent agir conformément aux instructions qui leur sont données par le Client. Le Client est responsable des conditions d'accès des Salariés Intérimaires aux traitements de Données mis en œuvre par le Client, ainsi que de la mise en œuvre et de la conformité de ces traitements. Le Prestataire n'est pas un Sous-traitant du Client au titre des activités de ses Salariés Intérimaires en mission chez le Client.

Article 3 – Traitement des Données par les tiers / Echanges de Données ETT-EU et intervention de tiers

Les Parties pourront convenir d'échanger de manière dématérialisée des Données. Dans ce cas, elles s'engagent à documenter de manière spécifique les Données et les modalités d'échange, en particulier les mesures de sécurité à mettre en œuvre, ainsi que les responsabilités respectives des Parties.

Dans le cas où le Client choisirait un outil, une solution ou un services (ci-après « l'Outil ») permettant la gestion ou l'exécution de tout ou partie du Contrat ou des Contrats de Mise à Disposition, notamment via l'import d'informations ou de Données communiquées par le Prestataire, le Client s'engage à ce que les traitements de ces informations ou Données soient mis en œuvre conformément à la Règlementation, au Code du travail, au Code de commerce et, le cas échéant, à toute autre règle impérative qui s'impose au Client du fait de ses activités, et dont il informera le Prestataire.

Si le Prestataire était amené, à l'initiative ou à la demande du Client, à contractualiser, quelle qu'en soit la forme, les relations d'échanges d'informations ou de Données avec un tiers fournisseur de l'Outil, il s'engage à faciliter les échanges avec ce tiers et, en tout état de cause, se porte fort que les conditions contractuelles avec ce tiers ne pourraient avoir pour objet ou effet d'accroître les risques encourus par le Prestataire ou sa responsabilité telle que définie au Contrat et spécifiquement dans la présente Annexe.

Tant que de besoin, le Client garantit avoir toutes licences, droits ou pouvoirs nécessaires aux fins pour le Prestataire d'accéder et d'utiliser l'Outil.

Article 4 - Traitement des Données des interlocuteurs

Chacune des Parties est responsable des traitements de Données qu'elle met en œuvre portant sur les interlocuteurs au sein de l'autre Partie.

4.1 Données des Interlocuteurs Client

4.1.1 Traitement des Données des interlocuteurs Client par le Prestataire

Le Prestataire, agissant en tant que Responsable de traitement, est susceptible de mettre en œuvre des traitements de Données portant sur ses interlocuteurs au sein du Client (ci-après, « Données Interlocuteurs Client ») en vue de gérer ses relations avec ce dernier.

Les Données Interlocuteurs Client ne pourront pas être utilisées à d'autres fins que celles précitées et seront conservées par le Prestataire pendant la durée du marché.

Le Prestataire sera susceptible de solliciter les interlocuteurs Client du Client aux fins d'obtenir des consentements complémentaires pour assurer, ou poursuivre, les traitements des Données les concernant.

Le Prestataire sera susceptible de solliciter les employés du Client aux fins d'obtenir des consentements complémentaires pour assurer, ou poursuivre, les traitements des Données les concernant.

Les personnes concernées pourront exercer les droits qui leurs sont reconnus conformément à la Réglementation auprès du DPO du Prestataire. Les coordonnées du DPO devront être transmises aux personnes concernées par tous moyens.

4.1.2 Transferts des Données Interlocuteurs Client vers des pays situés à l'extérieur

Conformément aux finalités définies dans la présente Annexe, les Données Interlocuteurs Client pourront faire l'objet d'un transfert de Données hors de l'Union Européenne, uniquement sur autorisation expresse du Client et dans les cas où le Prestataire garantit que les éventuels transferts sont encadrés conformément à la Réglementation et notamment, par les clauses contractuelles types établies par la Commission Européenne.

Le Prestataire prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les Données Interlocuteurs Client ainsi transférées soient protégés sur le plan de leur sécurité, de leur intégrité et de leur confidentialité.

Le Prestataire se porte fort des conditions contractuelles avec tous tiers et garantit que ces dernières n'auront pas pour objet ou effet d'accroître les risques encourus par le Client ou sa responsabilité telle que définie au Contrat et spécifiquement dans la présente Annexe.

4.2 Données des Interlocuteurs Prestataire

Le Client, agissant en tant que Responsable de traitement, est susceptible de mettre en œuvre des traitements de Données portant sur ses interlocuteurs au sein du Prestataire (ci-après, « Données Interlocuteurs Prestataire ») en vue de gérer ses relations avec ce dernier.

Les Données Interlocuteurs Prestataire ne pourront pas être utilisées à d'autres fins que celles précitées et seront conservées par le Client pendant la durée du marché.

Le Client sera susceptible de solliciter les interlocuteurs Prestataire du Prestataire aux fins d'obtenir des consentements complémentaires pour assurer, ou poursuivre, les traitements des Données les concernant.

Les Données Interlocuteurs Prestataire pourront faire l'objet d'un transfert hors de l'Union Européenne, sous réserve de l'information préalable du Prestataire, et sous réserve de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les Données transférées conformément à la Règlementation et soient protégées sur le plan de leur sécurité, de leur intégrité et de leur confidentialité.

Les personnes concernées pourront exercer les droits qui leurs sont reconnus conformément à la Règlementation auprès du délégué à la protection des données du client tel que désigné en en-tête de la présente annexe.

Article 5 – Obligations communes des Parties

Chacune des Parties s'engage à respecter l'ensemble des obligations prescrites par la Règlementation. En tant que de besoin, les Parties s'apporteront une assistance raisonnable aux fins de permettre à l'autre Partie de répondre de leur conformité à la Règlementation, et notamment d'assurer aux personnes concernées la possibilité d'exercer les droits qui leurs sont reconnus.

Lorsqu'une des Parties est amenée à agir en tant que Sous-traitant, les Parties s'engagent à définir et préciser dans un document spécifique établi *a minima* en suivant le modèle figurant en Appendice A (cf. Article 8), les modalités spécifiques des traitements de données mis en œuvre.

Chacune des Parties s'engage, au regard des Données sous son contrôle et traitées pour le compte de l'autre Partie en exécution du Contrat et des Contrats de Mises à Disposition, notamment à :

- traiter les Données conformément aux instructions écrites du Responsable de traitement ;
- prendre les mesures nécessaires d'ordre technique et organisationnel de nature à assurer la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience de ces Données et des systèmes permettant d'y accéder ;
- en cas de faille de sécurité, en informer l'autre Partie dans un délai maximal de 72H après en avoir pris connaissance (l'information devra contenir les éléments descriptifs prévus par la Règlementation) et à prendre toutes les mesures nécessaires pour corriger la faille, le cas échéant ;
- ne pas communiquer, divulguer ou donner accès à ces Données, à un tiers sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie, sauf demande des autorités judiciaires ou administratives habilitées. En cas de demande des autorités judiciaires ou administratives, l'autre Partie devra en être informée dans les meilleurs délais sous réserve des prescriptions contraires desdites autorités ;
- former ou sensibiliser ses employés sur les bonnes pratiques et les obligations relatives aux traitements de ces Données ;
- prendre en compte dans des délais permettant à l'autre Partie de remplir ses obligations en la matière, les demandes d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, de portabilité ou de suppression de ces Données adressées par l'autre Partie, à coopérer et à confirmer la réalisation de la demande formulée, et le cas échéant, informer le service compétent de l'autre Partie en charge de la gestion de ces demandes ;
- obtenir le consentement de l'autre Partie en cas de sous-traitance sur des traitements de ces Données, et se porter fort du respect de ses obligations prises au titre de la présente Annexe par ses sous-traitants ; tant que de besoin, et dans le cas visé au 1.2 ci-dessus le Prestataire tient à la disposition du Client la liste de ses fournisseurs et sous-traitant ainsi que l'information relatives aux éventuels transferts de données hors de l'UE et leurs évolution et mises à jour ; le Prestataire devra préalablement à toute sous traitance et/ou transfert obtenir l'accord exprès du Client ; le Prestataire s'engage à avoir mis en œuvre ces opérations en s'assurant de leur conformité à la Règlementation ;

- mettre en œuvre les durées de conservation de ces Données, étant rappelé que ces durées sont limitées et proportionnées au vu des finalités poursuivies par la mise en œuvre des traitements de ces Données ;
- au terme du Contrat, assurer la destruction ou renvoyer les Données au Responsable de traitement, conformément à ses instructions ; néanmoins et par exception, vu l'objet des prestations prévues au Contrat, le Sous-traitant pourra conserver des Données si elles lui sont nécessaires à la défense de ses droits, notamment pour faire la preuve de la bonne exécution de ses prestations ;
- informer l'autre Partie si une instruction donnée par l'autre Partie constitue une violation de la Règlementation ou du droit applicable ; la Partie étant dès lors autorisée de plein droit à suspendre l'exécution de l'instruction visée jusqu'à accord des Parties sur l'instruction ou sa révision ;
- communiquer à l'autre Partie, les informations et documentations, et le cas échéant les instructions nécessaires à la bonne mise en application des dispositions de la présente Annexe.

Lorsqu'une des Parties est Destinataire de Données communiquées par l'autre Partie elle s'engage à respecter l'ensemble des obligations qui s'imposent à elle conformément à la Règlementation et à n'utiliser les données qu'aux seules fins pour lesquelles elles lui ont été communiquées.

Il est rappelé que le traitement de données à caractère personnel est indépendant de la notion de propriété sur ces données ; chaque Partie reste néanmoins propriétaire des bases de données qu'elle met en œuvre en exécution des présentes.

Article 6 – Audit

Chaque Partie s'engage, lorsqu'elle agit en tant que Sous-traitant ou Destinataire, à répondre aux demandes raisonnables d'informations formulées par l'autre Partie, Responsable de traitement, portant sur tous les aspects relatifs au traitement des Données.

Le Responsable de traitement pourra réaliser ou faire réaliser, de plein droit, et à tout moment et à ses frais, des audits destinés à vérifier la parfaite conformité aux obligations de la présente Annexe des traitements de Données mis en œuvre par l'autre Partie en tant que Sous-traitant ou Destinataire, sous réserve du respect d'un délai de préavis de quinze (15) jours ouvrés. Ces audits pourront être réalisés par le Responsable de traitement ou par tout intervenant notoirement reconnu en matière d'audit de la protection des données et qui ne pourra être un concurrent de la Partie auditée. L'auditeur devra s'engager avec cette dernière sur un engagement de confidentialité.

Le Sous-traitant s'engage à collaborer de bonne foi avec tout auditeur et à permettre l'exécution de l'audit. Le rapport d'audit est confidentiel, il ne pourra être transmis à des tiers sans l'accord préalable et écrit de chacune des Parties.

Dans l'hypothèse où le rapport d'audit ferait état de manquements aux engagements pris au titre de la présente Annexe, le Responsable de traitement indiquera les mesures nécessaires et le plan d'action à adopter par le Sous-traitant ou Destinataire pour remédier à ces manquements. En cas de non-respect des instructions et des plans d'action, cela pourra donner lieu à la résiliation du Contrat de plein droit par le Responsable de traitement, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts.

Le Sous-traitant ou Destinataire pourra s'opposer, ce que le Responsable de traitement accepte, à la mission d'audit s'il est en mesure de fournir au Responsable de traitement un rapport d'audit récent (datant de moins de deux (2) ans à compter de la date de demande d'audit par le Responsable de traitement) répondant aux objectifs du présent Article et établi selon les modalités ici définies.

Lorsqu'une des Parties est Destinataire de Données elle se porte garant vis-à-vis de l'autre Partie de sa conformité à la Règlementation ou de ses engagements contractuels au regard de toute réclamation d'un tiers fondée sur une violation de ceux-ci. Elle s'engage également à informer l'autre Partie en cas de violation des Données qu'elle a reçue de l'autre Partie.

Article 7 – Hiérarchie contractuelle

Nonobstant toute disposition contraire et par exception, en cas de contradiction entre la présente Annexe et toute autre disposition contractuelle, les dispositions de la présente Annexe prévalent. Les autres dispositions demeurent inchangées.

Article 8 – Appendice A – Modèle de description de traitement

A compléter, tant que de besoin, lorsque les conditions de traitements des Données lors de l'exécution du Contrat le nécessitent, particulièrement dans les cas 1.2 et 1.3.

Objet du traitement	Durée du traitement	Nature du traitement	Finalité du traitement	Types de Données	Catégorie de personnes concernées	Détail des Données	Transferts de données éventuels	Outils techniques mis en œuvre

Les Parties compléteront utilement avec les détails nécessaires à la bonne mise en œuvre des services et des traitements de Données associés, et particulièrement préciseront les mesures de sécurité logiques ou physiques, voire organisationnelles, à mettre en œuvre et les responsabilités respectives des Parties à ce sujet.